Le roi est nu : 2020 ou l’Europe désarmée face à son destin ?

écrit par Christine Tasin | 6 mars 2020

.

Passionnant article d’Atlantico à lire et relire pour mieux comprendre et mieux analyser ce qui se passe. Et s’attendre aux changements inéluctables auxquelles il faut s’attendre. L’impéritie des Macron, Merkel incapables de prévoir, de gérer… éclate au grand jour…

.
LE ROI EST NU

2020 ou l’Europe désarmée face à son destin ?

Malgré nos experts, nos assurances et nos Etats-providence »nounous », l’épidémie de Coronavirus ou l’attitude de la Turquie menaçant de provoquer un flot de migrants sur l’Europe révèlent notre redoutable impréparation à des scénarios de crises majeures pourtant hautement prévisibles.
Avec Bertrand Vergely, Edouard Husson

Atlantico.fr : La société a beau s'appuyer sur l'État-Providence, un système d'assurances et la science d'experts patentés, l'épidémie de Coronavirus et l'afflux de migrants en provenance Syrie révèle une impréparation majeure face à des scénarios pourtant hautement prévisibles. Cette impréparation reflétant une médiocre capacité d'anticipation est d'autant plus surprenante qu'elle contraste avec la thématique de l'effondrement très en vogue chez un certain nombre d'intellectuels et celle du pire à venir omniprésente dans la culture populaire.

Face au pire, il semble que nos sociétés occidentales apparaissent sans défense. Lubrizol, Cov-19, flots migratoires … comment expliquer le désarroi total des institutions publiques devant ces crises?

Edouard Husson : Pendant presque cinquante ans, le monde occidental a vécu dans une sorte de rêve éveillé. Arrivaient au pouvoir les enfants ou les petits-enfants de ceux qui avaient combattu dans la Seconde Guerre mondiale. Le monde était en paix, armée et terriblement dangereuse du fait de l'arme nucléaire, mais réelle. On a construit des protections sociales raffinées et complexes. L'Occident produisait tellement de richesses qu'il a même été jugé incongru de réserver la protection sociale aux nationaux de chaque pays. On a ouvert les frontières avec générosité. L'effondrement pacifique de l'URSS a renforcé le sentiment que l'on vivait dans le « meilleur des mondes ». En fait, 1989 a marqué une rupture dans la mesure où un individualisme exacerbé s'est définitivement substitué aux solidarités de l'immédiat après-guerre. Mais l'argent coulant à flots a permis à un bon tiers de la société se s'enrichir. Et on n'a pas regardé le fait que le tiers inférieur de la société décrochait tandis que le tiers intermédiaire se sentait précarisé.

Rien n'a concentré les illusions de notre système plus que l'institution scolaire. On a jeté par terre tout ce qui était jugé ringard de l'éducation traditionnelle, et qui

structurait la personnalité: fin de l'apprentissage par coeur, du calcul mental, de la dictée, de la lecture des auteurs classiques, de l'apprentissage des langues anciennes, de l'amour inculqué de l'histoire nationale. On a créé des individus dénués de jugement, sans défenses mais imbus de leur personne. Emmanuel Macron, né en 1977, enfant de l'école post-soixante-huitarde, est au fond banalement représentatif du manque de bon sens, de l'impuissance à créer du lien social et de l'arrogance qu'a produit le monde de 1968. Il est arrivé au sommet par une volonté de puissance assez peu commune, il est vrai. Mais elle est totalement stérile ! Cet homme est incapable de rassembler le pays dans une grande crise.

Bertrand Vergely : Pour comprendre le monde dans lequel nous vivons, il ne faut jamais oublier que tout est régi par l'opinion et ce, de plus en plus. Cela tient à la démocratie qui repose sur la liberté d'expression. Cela tient à l'évolution des moyens de communication qui, par le biais des nouvelles technologies, étendent à un niveau mondial les possibilités de cette liberté d'expression. Cela tient enfin à l'importance qu'ont pris les réseaux sociaux qui, aujourd'hui, font la pluie et le beau temps à propos de ce que l'on a le droit de dire et de montrer.

Aujourd'hui, avec le Corona virus, la question numéro un qui se pose pour le gouvernement est simple : comment faire en sorte que l'opinion ne bascule pas dans la peur ? Afin de faire face à cette peur, une solution a été inventée. Elle est simple et se résume à deux mots : faire peur. La réaction du chef de l'État en Mardi soir 3 Mars va dans ce sens, celui-ci ayant déclaré qu'il faut s'attendre à ce que l'épidémie dure non seulement des jours, mais des semaines voire des mois.

Ce propos nullement rassurant est à double tranchant. D'un côté, il est intelligent. Le gouvernement ayant une peur panique qu'on lui reproche de ne pas prendre les mesures

nécessaires pour protéger les populations, il a pris les devants en décrétant des mesures de confinement dans les villes ou les régions touchées par le virus, en préparant les hôpitaux à recevoir des malades, en interdisant les rassemblements de plus de 5000 personnes, en commandant des masques, 200 millions à ce qu'il paraît, en diffusant des messages de protection et d'hygiène dans le métro parisien. Toutefois, en prenant ces mesures afin de contenir et d'organiser la peur de l'opinion, le gouvernement a pris le risque de provoquer une crise systémique.

Comme les gens ont peur et qu'il faut les rassurer, lez gouvernement a décidé d'interdire les rassemblements de plus de 5000 personnes. Comme il a pris cette décision, le salon du livre et le salon du tourisme ont été supprimés. Comme ces salons ont été supprimés, les traiteurs, les hôtels, les voyages en avion et en train ont été décommandés. Comme ils ont été décommandés, cela se traduit par un manque à gagner dramatique pour les traiteurs qui ont besoin de ces salons pour faire tourner leur entreprise. Comme la crise économique menace, les gens ont peur.

En faisant peur pour chasser la peur, le gouvernement provoque, bien malgré lui, une crise économique qu'il redoute par ailleurs. Crise compliquée par des professions comme les gardiens du Louvre ou bien encore les conducteurs de bus de l'Oise qui font valoir leur droit de retrait en expliquant, pour des raisons de risque sanitaire, ne pas vouloir être mis en contact avec les touristes ou les voyageurs. Décision aux conséquences dévastatrices quand il s'agit du Louvre qui, fermant ses portes se voit obligé de refouler des milliers de visiteurs venus du monde entier. D'où un recul du tourisme mondial dissuadé de se rendre en France. Le tourisme souffre déjà avec la fin du tourisme chinois très dépensier donc très profitable pour l'économie, avec la fin des salons et le droit de retrait dans les professions touristiques, il est appelé à souffrir

de plus en plus.

On ne peut pas à la fois prendre des mesures interdisant les rassemblements de plus de 5000 personnes et en même temps conseiller aux gens de ne pas paniquer afin de vivre normalement. Or, c'est ce que fait le gouvernement et ce, parce qu'il ne sait comment faire pour contenir l'opinion qui réclame à la fois d'être protégée au niveau sanitaire et d'être à l'abri de toute crise économique.

Il y a dans l'opinion des réactions de bon sens et d'équilibre refusant de céder à la peur. Mais l'habitude que nous avons prise de vivre avec des médias fonctionnant à l'angoisse pour faire de l'audience, rend ces réactions de bon sens et d'équilibre marginales.

Avons-nous aujourd'hui les moyens physiques et idéologiques pour affronter ces bouleversements ?

Edouard Husson : La crise du Coronavirus est très représentative de nos incapacités. Qui a voulu voir la dérive néo-totalitaire de la Chine ces dernières années. La crise du SRAS en 2003 avait été bien mieux traitée par les autorités chinois parce que le régime était plus ouvert, plus « libéral ». Aujourd'hui, nous avons affaire à un retour des pires errements d'un régime néo-maoïste qui a dissimulé pour commencer l'ampleur du désastre. Au lieu d'avoir un sain réflexe de guerre froide, notre président envoie du matériel sanitaire pour aider la Chine, affaiblissant les capacités sanitaires françaises par le même occasion. Pour autant, a-t-il pris la décision d'un contrôle systématique aux frontières avec renvoi des indésirables ou quarantaine des ressortissants éventuellement contaminés? Non puisque tout dans sa formation lui dit qu'un monde ouvert c'est dans tous les cas mieux qu'un monde de nations qui se protègent. Pas question de marquer de la défiance vis-à-vis de nos partenaires européens non plus. Regardez la carte du Coronavirus en

Allemagne: ce sont les régions les plus proches géographiquement de la France qui sont le plus atteintes par le virus. Mais l'Allemagne est un modèle a priori ! Que peut-il nous arriver à laisser nos frontières avec elles complètement ouvertes? Ah? Il y a une multiplication des cas, dites-vous? Et là nos gouvernants tombent dans un activisme tous azimuts et brouillon. L'Education Nationale explique que les enfants doivent se laver les mains toutes les heures; mais il y a beaucoup d'écoles où le savon n'est pas approvisionné !

On explique aux gens de ne plus se serrer la main mais on a oublié de mettre en quarantaine des militaires qui ont rapatrié des français de la région de Wuhan dans l'Oise. On se demande d'ailleurs ce que fait la hiérarchie militaire: elle ne semble pas plus capable de réagir à cet imprévu. De même que nos évêques, qui paniquent, ferment les églises: il y a quelques décennies encore les chrétiens auraient été en première ligne de la lutte contre l'épidémie; à présent nos bureaucrates mitrés se cachent derrière des circulaires; il ne leur viendrait pas à l'idée que des personnes âgées, plus menacées que les autres par la maladie, pourraient goûter le réconfort d'un prêtre; et encore moins que, lorsque l'homme redécouvre les limites de sa toute-puissance sur les maladies, il pourrait être opportun d'apporter du réconfort spirituel. Tout cela, c'est le Vieux Monde, où les gens faisaient face, luttaient, s'entraidaient.

Bertrand Vergely : À propos de ce que nous vivons, un économiste a expliqué qu'il allait falloir repeser notre modèle d'intelligence. Cette remarque est juste.

Le monde dans lequel nous vivons repose sur des bases très fragiles Tout a été organisé à partir de la notion d'interdépendance tant au niveau mondial qu'au niveau intérieur.

Au niveau mondial, tout est interdépendant. On s'en aperçoit

avec le Corona virus en Chine. Quand la Chine tombe malade, le monde tombe malade avec elle. Rien de plus normal. Pour augmenter ses marges bénéficiaires, l'économie européenne a beaucoup délocalisé en Chine où le travail et la fabrication sont moins chers qu'en Europe. Résultat : la Chine est devenue l'usine du monde. Quand aujourd'hui, tout s'arrête en Chine pour des raisons confinement, c'est l'économie européenne et mondiale qui risque d'être mise à l'arrêt.

L'Europe est bien embarrassée. Comment va-t-il être possible de se réapprovisionner en Chine si la production est à l'arrêt ? Dans l'immédiat nous n'avons pas la solution. 95% des médicaments, à ce qu'il paraît, sont produits en Chine. Il y a en France des stocks pour plusieurs mois, pas pour plusieurs années, si l'épidémie est appelée à durer ainsi que le prédit le chef de l'État.

Nous avons délocalisé notre production à l'extérieur La question se pose de savoir si aujourd'hui il ne va pas falloir reconsidérer ce choix politique. Question difficile. Nous n'avons pas dans l'immédiat les moyens de relocaliser en France ce qui a été délocalisé à l'extérieur. Au niveau intérieur, la même question se pose. Un salon est supprimé ? Les traiteurs sont mis en difficulté.

Pour augmenter ses marges, le système économique dans lequel nous vivons a créé une interdépendance généralisée, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. Cela a permis un progrès et un enrichissement. Toutefois, aujourd'hui, cela révèle sa fragilité. Il faut oser regarder les choses en face : nous n'avons pas les moyens d'être fragiles. Depuis quelques décennies, nous avons pris des habitudes de confort et de facilité. Nous ne savons plus vivre comme les pays pauvres dans la fragilité et la précarité. Ce qui est en train de se passer est tout nouveau. Nous sommes en train de nous découvrir vulnérables et mortels, tant sur un plan sanitaire que sur un plan économique. L'écologie a voulu remettre en question le mythe de notre invulnérabilité. Elle n'y est pas

arrivée. Trop idéologique, elle n’est pas crédible. En revanche, ce qui se passe aujourd’hui est en train d’y parvenir en quelques semaines.

D’autres crises de ce type sont-elles encore a prévoir?

Edouard Husson : Le paradoxe, c’est qu’on parle partout de « gestion de crise », nous avons des entreprises spécialisées dans l’accompagnement d’autres entreprises menacées par une crise. Et pourtant nous n’avons jamais été aussi démunis. Nicolas Sarkozy, né en 1954, a encore eu des réflexes de combativité face à la crise financière et monétaire de 2008. Mais regardez sa contemporaine, Angela Merkel, qui elle a passé 35 ans de sa vie, avant 1989, dans un régime communiste: elle fut totalement amorphe face à la gravité de la crise il y a une dizaine d’années. Confrontée à Fukushima, elle a pris, dans la panique, la décision de faire sortir l’Allemagne de l’industrie civile nucléaire. Et face à la crise des réfugiés, elle a pris une décision totalement irresponsable: ouvrir les frontières sans filtrage pendant plusieurs mois avant d’aller payer Erdogan pour qu’il arrête le flot des entrants. Merkel nous donne la clé de notre déclin: nous nous sommes trop longtemps bercés de l’idée que le néo-marxisme des soixante-huitards n’était au fond pas grave, d’autant plus qu’il s’est transformé, dans les années 1980, en néo-libéralisme. Or les quatre dernières décennies nous enseignent le contraire. Les succédanés du marxisme: maoïsme, trotskisme, mondialisme, antiracisme, idéologie du genre, décolonialisme sont autant de façons de désapprendre le réel, d’être incapable de faire face à une crise. Les Etats-Unis de « W », la Chine de Xi, l’Allemagne de Merkel ou la France de Macron sont autant d’exemples de pays qui sont démunis pour répondre de manière appropriés face à un défi majeur parce que leurs dirigeants regardent le monde à travers le prisme d’une idéologie marxiste ou postmarxiste (la plupart des néoconservateurs américains étaient d’anciens trotskistes).

La question n’est donc pas de savoir si nous allons vers de nouvelles crises: elles sont inhérentes à la fragilité des sociétés humaines et à la complexité du réel en transformation permanente. Il s’agit moins de savoir si nous allons nous adapter aux conséquences de la révolution de l’information et au monde digitalisé que de nous demander si nos sociétés sauront à nouveau développer des réflexes de bon sens, un instinct de survie et le sens de la solidarité face à la très ordinaire dureté du monde. Le « quantitative easing » fait partie des anesthésiants pour nos dirigeants; à cette différence près que, pour qu’il gardât son efficacité, on a de plus en plus en plus limité le nombre de ceux qui y ont accès. C’est dans la catégories des exclus du « quantitative easing » que se sont recrutés les Brexiteers, les électeurs de Trump ou les Grecs qui se mettent à défendre leurs frontières contre les manipulations d’Erdogan. La question est ensuite de savoir si l’on trouve encore dans les classes dirigeantes des individus pour saisir la chance d’un retour au réel qu’offre le soulèvement des démunis: Trump ou Johnson nous montrent que cela est possible

Bertrand Vergely : Le monde dans lequel nous vivons repose sur la crise. La caractéristique du passionné consiste à préférer souffrir et vivre dans la passion que ne pas souffrir et supprimer la passion. Notre monde fonctionne sur le même principe. Il préfère souffrir et vivre dans la passion plutôt que ne pas souffrir et vivre sans passion.

Nous avons une idée folle du progrès, de la liberté, de l’égalité, de la santé, de tout. Cette idée folle que nous avons de tout crée des déséquilibres. Nous préférons vivre avec ces déséquilibres plutôt que sans eux. Cela excite.

La question de l’interdépendance est posée depuis des années. Attention à ne pas sacrifier des pans entiers de l’industriel pour faire fabriquer à l’étranger ! On n’a rien voulu entendre. Sous François Hollande, avec son ministère

du redressement productif, c’était l’idée d’Arnaud Montebourg. Cette idée n’a pas abouti.

https://www.atlantico.fr/decryptage/3587755/2020-ou-l-europe-desarmee-face-a-son-destin–anticipation-coronavirus-epidemie-prevention-moyens-immigration-turquie-union-europeenne-experts-etats-providence-nounous-edouard-husson-bertrand-vergely